

***Errata*, numéro 140**

Numéro 141, automne 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1392ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(2008). *Errata*, numéro 140. *Liaison*, (141), 5–5.

stricts pour chacun de ses programmes. Par exemple, dans le domaine du livre, le calcul des subventions accordées aux maisons d'édition repose sur le chiffre d'affaires de chaque éditeur. Conséquemment, les maisons les plus vendeuses — les maisons commerciales qui produisent des guides de voyages, des livres de cuisine, des biographies de vedettes, etc. — obtiennent la plus grande part du gâteau, tandis que les petites maisons, celles qui sont isolées et qui font un travail de fond en allant chercher les jeunes auteurs et en publiant des œuvres littéraires sont nettement désavantagées.

Autrement dit, l'éditeur qui publie un guide de voyage sur la Thaïlande, la Chine, la France ou sur un autre pays ou qui consacre une série de livres à la cuisine de ces pays — livres qui se vendent à des centaines de milliers d'exemplaires chaque année — apporte plus, selon le ministère, à notre patrimoine qu'une maison qui publie les romans de Jean-Marc Dalpé, de Daniel Poliquin ou de Michèle Matteau et les œuvres d'autres auteurs de chez nous qui parlent de la culture canadienne. Or, si on ne permet pas à nos auteurs de voyager, les marchés que nous avons conquis de haute lutte disparaîtront assez rapidement. Et comme réduction du marché signifie diminution du nombre de ventes, il s'ensuit des pertes considérables de subventions qui permettraient aux éditeurs de pouvoir faire paraître d'autres livres.

La contradiction est donc flagrante. En se basant d'une part sur les résultats pour soutenir la culture et en supprimant d'autre part les moyens de faire rayonner cette culture parce qu'il bloque l'expansion du marché, le gouvernement place un grand nombre d'organismes et d'artistes dans une situation intenable. Il faut donc se poser la question : sommes-nous face à un gouvernement très maladroit qui ne sait pas bien où il va, ou face à un gouvernement extrêmement conscient de ses choix, qui désire mettre au rencart un domaine qui ne lui semble pas prioritaire. Je suis, pour ma part, porté à opter pour la deuxième hypothèse.

Oublions maintenant l'aspect pragmatique de la question et les retombées économiques liées aux récentes suppressions pour nous intéresser à la question de l'image de notre pays. Force est de constater que sur ce plan également, les décisions du gouvernement ont des conséquences majeures. Le programme PromArt offrait, aux ambassades, avec un budget minimal — inférieur à cinq millions de dollars, soit une goutte d'eau dans le budget global de l'État — la possibilité d'inviter des artistes, écrivains ou intellectuels canadiens à

faire rayonner la culture canadienne dans le monde entier en présentant à l'étranger des activités artistiques et littéraires conçues et réalisées par des Canadiens. En supprimant ce programme, le gouvernement actuel, du revers de la main, réussit donc à faire en sorte que la culture canadienne soit absente de tous les pays étrangers.

En somme, quelle image de notre pays exportons-nous à l'heure actuelle? Je crains fort que ce ne soit que celle d'un pays guerrier plutôt que celle d'un pays pacifiste, ouvert d'esprit, multiculturel et accueillant. Sans compter, que cela nous coûte très cher! Car il est beaucoup plus coûteux d'envoyer un char d'assaut ou des régiments de soldats d'élite en Afghanistan ou encore de rapatrier des combattants en état de choc ou morts au combat que d'envoyer un artiste à l'étranger. Est-ce parce qu'il est à court d'argent pour les troupes que le gouvernement actuel sabre dans les subventions aux arts ou n'est-ce pas plutôt qu'il ne croit aucunement que les arts sont importants pour le pays? Pendant combien de temps encore accepterons-nous, en tant que Canadiens, qu'il en soit ainsi?

Songeur, je pense encore au voyage. Aux voyages futurs de nos artistes dans les autres coins du monde. Seront-ils encore reçus par les gens de la même façon qu'avant? Compte tenu de l'effort de guerre du gouvernement actuel et son attitude belliqueuse sur le plan international, les voyageurs canadiens seront-ils, un jour, obligés de se cloîtrer dans des hôtels ou dans des lieux gardés par des soldats armés jusqu'aux dents? Qu'advient-il alors de la découverte, de l'exploration du monde par un esprit créateur? Qu'advient-il de notre culture si elle reste cloisonnée, coupée du reste du monde et à laquelle le monde extérieur n'aura plus accès? Car n'oublions pas que le voyage n'est pas seulement l'occasion pour le voyageur de découvrir le pays d'accueil, mais aussi pour le pays d'accueil de recevoir et de comprendre l'ambassadeur de notre pays et de se sentir proche de lui. Les valeurs culturelles, humaines, artistiques du Canada ne méritent-elles plus d'être exportées, d'être montrées au monde entier?

Ce qui me désole dans tout cela c'est de penser que c'est notre propre gouvernement qui, je le crains fort, pour des raisons purement idéologiques, a coupé les ponts en dénigrant nos valeurs et en interdisant à nos artistes, à nos écrivains et à nos intellectuels de faire connaître au monde entier les idées, les pensées et les sentiments qu'éprouvent les Canadiens. ||

Errata, numéro 140

1. Page 21, le crédit de l'image devait se lire : *BOLM: Projet rafistolage, Anne Fauteux, 2007, 28" X37", photo numérique.*
2. Page couverture et page 32, Jœ Fafard, sculpteur et Fransaskois.